



Conseil économique et social

Distr. générale
18 avril 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel :

Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements
pris sur le plan international en matière d'éducation

Thème de l'examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation

Rapport du Secrétaire général

Résumé

L'éducation n'est pas seulement un droit fondamental de l'homme, c'est aussi un catalyseur pour la réalisation de nombreux autres objectifs de développement. Le présent rapport met l'accent sur le caractère interdépendant de tous les objectifs de développement. Il donne un bref aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement arrêtés à l'échelon international en matière d'éducation, en identifiant les problèmes et les solutions possibles et en proposant un certain nombre de recommandations. Il envisage, outre l'enseignement primaire, l'éducation préscolaire, l'alphabétisation des jeunes et des adultes et le développement des compétences, ainsi que l'égalité entre les sexes. Il s'intéresse à la qualité de l'éducation et à l'importance des écarts d'apprentissage entre pays et au sein des pays, ainsi qu'à la pénurie et au déploiement des enseignants. Il met en évidence les mesures qui ont démontré leur efficacité pour surmonter les inégalités dans l'accès et la participation à l'éducation et pour assurer une répartition plus équitable des meilleurs résultats d'apprentissage. Il fait valoir que la qualité et l'équité peuvent l'une et l'autre être améliorées pour un coût modique, mais prône également un renforcement des niveaux d'investissements internes et internationaux, une utilisation plus efficace de ceux-ci et des allocations mieux ciblées sur les plus défavorisés.

Le présent rapport doit être rapproché du rapport du Secrétaire général sur les tendances et difficultés mondiales et nationales actuelles et leurs incidences sur l'éducation.

* E/2011/100.



Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Tendances dans la réalisation des objectifs internationaux de l'éducation pour tous	5
III. Qualité de l'éducation : améliorer les résultats d'apprentissage	13
IV. Surmonter les obstacles à une éducation de base universelle	16
V. Mobiliser des ressources pour l'éducation	20
VI. Perspectives et recommandations	24

I. Introduction

1. L'éducation pour tous est un droit fondamental de l'homme. Le droit à une éducation de base est inscrit dans la plupart des législations nationales, 90 % des pays du monde s'étant dotés de règles juridiquement contraignantes sur la scolarité obligatoire des enfants. De plus, le droit à une éducation de base est un droit précurseur en ce qu'il conditionne la réalisation d'autres droits économiques, sociaux et culturels, et constitue un catalyseur de changement social.

2. Les répercussions positives de l'éducation sur la réduction de la pauvreté et le développement humain en général ont été démontrées. Ce sont notamment l'amélioration de la productivité rurale et du travail indépendant en milieu urbain, l'accroissement des niveaux de revenu, la baisse de la fécondité, une amélioration du régime alimentaire et une détection plus précoce et plus efficace des maladies, l'amélioration des soins de santé aux enfants (en particulier grâce à la hausse du niveau d'éducation des femmes) et un allongement de l'espérance de vie. Le rôle central de l'éducation dans la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement est clairement réaffirmé dans le document final adopté par l'Assemblée générale à l'issue de sa Réunion plénière de haut niveau à sa soixante-cinquième session sur les objectifs du Millénaire pour le développement (résolution 65/1 de l'Assemblée générale).

3. Les liens réciproques entre l'éducation, la santé, la réduction de la pauvreté et l'égalité entre les sexes ne sont plus à démontrer. L'éducation primaire (objectif 2 du Millénaire pour le développement), par exemple, a des répercussions positives sur la santé (objectifs 4, 5 et 6), la réduction de la pauvreté et l'élimination de la faim (objectif 1), ainsi que sur l'égalité des sexes (objectif 3). Réciproquement, les améliorations de la santé, la réduction de la pauvreté et de la faim et l'égalité des sexes ont des effets positifs sur l'éducation (voir tableau 1).

Tableau 1

Interactions positives entre l'éducation, la santé, l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté et de la faim

<i>Effets sur l'éducation</i>	<i>Effets sur la santé</i>	<i>Effets sur la réduction de la pauvreté et de la faim</i>	<i>Effets sur l'égalité des sexes</i>
Amélioration de l'éducation –	Encourage les bonnes pratiques sanitaires, retarde le mariage, réduit la fécondité et la mortalité infantile, améliore la santé maternelle; favorise la prévention du VIH; l'enseignement primaire donne accès à l'enseignement secondaire et postsecondaire et à des travailleurs de santé qualifiés	Améliore la productivité agricole et les possibilités d'emploi non agricole; l'enseignement primaire donne accès à l'enseignement secondaire et postsecondaire et permet de former une main-d'œuvre qualifiée	Améliore l'apprentissage et la progression de tous les enfants

	<i>Effets sur l'éducation</i>	<i>Effets sur la santé</i>	<i>Effets sur la réduction de la pauvreté et de la faim</i>	<i>Effets sur l'égalité des sexes</i>
Amélioration de la santé	Améliore la scolarisation initiale, l'assiduité quotidienne, la progression et les résultats de l'apprentissage	–	Améliore les aptitudes physiques et la productivité et réduit le coût des soins de santé	Améliore le bien-être des femmes et des filles, leur permettant de participer pleinement à la société (politiquement, économiquement, socialement et culturellement)
Réduction de la pauvreté et de la faim	Améliore la scolarisation initiale, l'assiduité quotidienne, la progression et les résultats de l'apprentissage	Améliore la nutrition et crée des ressources permettant de payer des soins de santé	–	Améliore la santé et la condition des femmes et, partant, leur capacité de contribuer à l'établissement de relations sociales fondées sur l'égalité des sexes, politiquement, économiquement, socialement et culturellement
Amélioration de l'égalité des sexes	Améliore les relations en milieu scolaire entre filles et garçons; enseigne efficacement les valeurs sociales et crée un environnement plus sain pour tous les enfants	Améliore le traitement accordé aux femmes et aux hommes; protège les femmes contre les risques sanitaires associés à la violence fondée sur le sexe; améliore les soins aux mères et aux nouveau-nés et la nutrition des familles	Améliore la nutrition et les possibilités d'emploi des femmes et des hommes; permet un soutien adéquat de l'économie domestique	–

Source : *The Lancet*, vol. 376, n° 9745 (2010).

4. L'amélioration des résultats de l'éducation est à la fois une condition et la conséquence des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 1, 3, 4, 5 et 6 du Millénaire pour le développement. S'il est généralement convenu que c'est au niveau du primaire que les taux de rentabilité économique de l'investissement individuel et social dans l'éducation sont les plus élevés, on peut soutenir que l'objectif 2 est un catalyseur important pour la réalisation d'autres objectifs de développement, précisément parce qu'il donne accès aux niveaux postprimaires d'éducation et de formation qui ont des incidences importantes sur d'autres aspects du développement.

5. Pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, il est donc essentiel d'accroître l'impact de l'éducation sur la réalisation d'un éventail plus large d'objectifs de développement, en continuant de mettre en œuvre plus généralement le Cadre d'action de Dakar sur l'éducation pour tous, adopté en 2000.

II. Tendances dans la réalisation des objectifs internationaux de l'éducation pour tous

6. Les deux cibles des objectifs du Millénaire pour le développement se rapportant à l'éducation – 2.A, concernant l'éducation primaire, et 3.A, concernant la suppression des disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation – recouvrent deux des objectifs figurant dans le Cadre d'action, plus large, de Dakar sur l'éducation pour tous. La présente section donne un bref aperçu des tendances dans la réalisation de ces objectifs de l'éducation pour tous¹.

Protection et éducation de la petite enfance

Éducation pour tous – Objectif 1

Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés

Mortalité des enfants

7. Les compétences cognitives, sociales et linguistiques que les enfants acquièrent dans la petite enfance constituent les fondements de leur apprentissage tout au long de la vie et déterminent leurs possibilités d'éducation. Le développement de ces compétences est tributaire de la nutrition, de la santé, des conditions de vie et de la pauvreté du ménage. Un tour d'horizon de l'évolution des taux de mortalité des enfants – un indicateur clef de la protection de la petite enfance – montre que, si des progrès sont réalisés dans toutes les régions du monde, il existe des disparités extrêmes, l'Afrique subsaharienne enregistrant les taux les plus élevés, supérieurs à ceux observés en Asie du Sud et de l'Ouest et trois fois supérieurs environ à ceux observés dans les États arabes et en Asie centrale (voir tableau 2).

Enseignement préprimaire

8. L'investissement dans l'enseignement préprimaire est un moyen optimal de surmonter d'éventuels handicaps d'apprentissage de la petite enfance et d'améliorer l'apprentissage à l'école primaire, en particulier pour les enfants issus des communautés les plus défavorisées. S'il y a eu un accroissement des taux de participation à l'enseignement préprimaire au niveau mondial, avec une hausse du taux de scolarisation dans toutes les régions du monde, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, l'évolution a été inégale. Il ressort des données les plus récentes que les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement préprimaire varient : ils sont de 80 % en Amérique du Nord et en Europe occidentale, supérieurs à 70 % en Europe centrale et orientale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, compris entre 40 et 50 % dans toute l'Asie et inférieurs à 20 % dans les États arabes et en Afrique subsaharienne. De même, comme cela est

¹ Une analyse plus précise de ces tendances figure dans le dernier rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

souvent le cas à d'autres niveaux de l'enseignement, il existe des disparités importantes à l'intérieur des pays, les taux de scolarisation les plus faibles étant constatés parmi les enfants les plus défavorisés. Les investissements publics devraient viser à réduire les disparités en ciblant les groupes marginalisés, lesquels tirent généralement un avantage particulièrement élevé de l'apprentissage préscolaire.

Tableau 2
**Principaux indicateurs pour l'objectif de la protection
et de l'éducation de la petite enfance**

Région	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux brut de scolarisation : éducation préprimaire	
	2005-2010 (%)	Évolution depuis 2000-2005 (%)	2008 (%)	Évolution depuis 1999 (%)
Monde	71	-8	44	34
Pays à faible revenu	122	-8	18	29
Pays à revenu moyen inférieur	70	-9	42	52
Pays à revenu moyen supérieur	27	-16	66	31
Pays à revenu élevé	7	-07	77	7
États arabes	50	-13	19	27
Asie centrale	52	-9	29	42
Asie de l'Est et Pacifique	31	-11	48	27
Asie du Sud et de l'Ouest	82	-10	42	96
Amérique latine et Caraïbes	28	-14	68	23
Amérique du Nord et Europe occidentale	6	-6	80	6
Europe centrale et orientale	19	-17	66	34
Afrique subsaharienne	149	-8	17	43

Source : UNESCO (2011).

9. Les niveaux d'éducation atteints par les femmes, en particulier dans l'enseignement secondaire, ont un impact positif sur leur demande d'éducation pour leurs enfants. Le niveau d'éducation de la mère a un effet positif fort sur la scolarisation et le niveau d'éducation atteint par ses enfants, notamment si ce sont des filles. Pour les femmes adultes analphabètes et les jeunes qui n'ont pas eu accès à l'école ou qui l'ont quittée avant d'avoir achevé un cycle complet d'études primaires, un programme d'éducation non formelle peut largement les encourager à inscrire leurs enfants à un enseignement préscolaire et contribuer à améliorer les résultats d'apprentissage et les perspectives d'avenir de ces enfants.

Enseignement primaire universel

Éducation pour tous – Objectif 2

Faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, en particulier les filles, les enfants en difficulté et ceux qui appartiennent à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme

Objectifs du Millénaire pour le développement – Cible 2A

D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

Scolarisation

10. La décennie écoulée depuis l'an 2000 a commencé par de rapides progrès vers l'objectif de l'enseignement primaire universel. Dans certains des pays les plus pauvres, des avancées considérables ont été enregistrées dans les taux de scolarisation, les écarts entre filles et garçons ont été réduits et de nouvelles possibilités ont été offertes aux groupes défavorisés, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et les États arabes connaissant les rythmes les plus rapides d'amélioration² (voir tableau 3). Le rapport 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement a conclu que, bien que beaucoup de pays pauvres fassent des progrès énormes, la scolarisation ne progresse pas à un rythme suffisant pour garantir que tous les enfants, garçons et filles, termineront un cycle primaire complet d'ici à 2015.

Achèvement

11. Au-delà de l'accès et de la fréquentation, il importe de faire en sorte que les enfants achèvent le cycle complet des études primaires, ce qui est une condition nécessaire, bien que parfois insuffisante, pour acquérir des mécanismes durables de lecture et d'écriture³. De fait, malgré les progrès observés dans les taux de scolarisation au niveau mondial depuis 2000, des millions d'enfants continuent à quitter l'école sans avoir achevé le cycle complet d'études primaires, et sans savoir lire, écrire et compter ou avoir acquis les outils essentiels d'apprentissage. Les taux d'abandon scolaire restent élevés. L'abandon scolaire est dû notamment à l'accroissement des frais directs et indirects de scolarité, en particulier dans un contexte de crise économique et de hausse des prix alimentaires, ainsi qu'à la médiocre qualité de l'enseignement et au fait que celui-ci n'est pas considéré d'une grande utilité par un grand nombre de personnes, de ménages et de communautés. Du côté de l'offre, des facteurs comme la qualité de l'enseignement scolaire, l'absence d'écoles et/ou l'éloignement de l'école, contribuent aussi aux taux élevés d'abandon scolaire, en particulier parmi les filles et les adolescents dont la

² Des accroissements importants du taux net de scolarisation du primaire ont été observés dans des pays comme le Bénin, le Bhoutan, le Burkina Faso, le Burundi, Djibouti, l'Éthiopie, la Guinée, la Tanzanie, la Mauritanie, le Maroc, le Mozambique, Madagascar, le Niger et le Yémen.

³ Les taux d'achèvement mesurent la proportion d'élèves qui, commençant dans la première classe, atteignent la dernière classe du primaire.

fréquentation scolaire est en outre compromise par des problèmes de santé et de sécurité liés au sexe.

Tableau 3
Principaux indicateurs pour l'objectif de l'enseignement primaire universel

Région	Taux net ajusté de scolarisation du primaire ^a		Taux de survie jusqu'à la dernière année du primaire		Enfants non scolarisés
	Évolution				Évolution
	2008 (%)	depuis 1999 (%)	2007 (%)	2008 (milliers)	depuis 1999 (%)
Monde	90	7,0	93	67 483	-36
Pays à faible revenu	82	28,0	67	24 838	-42
Pays à revenu moyen inférieur	90	6,0	88	35 846	-36
Pays à revenu moyen supérieur	95	1,0	94	3 740	-15
Pays à revenu élevé	96	-0,3	98	3 065	3
États arabes	86	11,0	97	6 188	-34
Asie centrale	94	-1,0	99	322	-11
Asie de l'Est et Pacifique	95	1,0	–	7 869	-27
Asie du Sud et de l'Ouest	90	14,0	66	17 919	-51
Amérique latine et Caraïbes	95	1,0	86	2 946	-21
Amérique du Nord et Europe occidentale	96	-2,0	99	2 224	55
Europe centrale et orientale	94	1,0	97	1 148	-32
Afrique subsaharienne	77	31,0	70	28 867	-32

Source : UNESCO (2011).

^a Le taux net ajusté de scolarisation du primaire donne le pourcentage d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui sont scolarisés dans un établissement primaire ou secondaire.

Enfants et adolescents non scolarisés

12. L'accès incomplet à l'enseignement primaire et l'abandon scolaire précoce continuent de priver de nombreux enfants du droit à une éducation de base. Les progrès réalisés à l'échelle mondiale dans les taux de scolarisation du primaire depuis l'an 2000 ont toutefois ramené le nombre total absolu d'enfants non scolarisés d'un chiffre estimé à 106 millions en 1999 à environ 67 millions en 2008. En dépit de cette amélioration générale, le nombre absolu d'enfants non scolarisés s'est en réalité accru depuis 1999 dans certaines régions comme les Caraïbes, l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Pacifique. Dans l'ensemble, le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde reste élevé, près de la moitié de ces enfants étant toujours concentrés en Afrique subsaharienne (32 millions) et un quart d'entre eux se trouvant en Asie du Sud et de l'Ouest (18 millions). On estime en outre que plus d'un tiers des enfants non scolarisés vivent dans des pays à faible revenu touchés par un conflit, comme l'Afghanistan, la République démocratique du Congo et le Soudan. Selon les estimations, 40 millions de ces enfants souffriraient d'un handicap. En outre, on constate toujours, parmi les enfants non scolarisés, une surreprésentation des filles ainsi que des enfants travailleurs et des enfants qui

vivent dans des taudis ou des bidonvilles et dans les régions rurales. Étant marginalisés par suite d'une combinaison de facteurs, ces enfants sont les plus difficiles à atteindre. Les filles constituent également la majorité des adolescents non scolarisés, en particulier dans les États arabes, en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique subsaharienne.

13. Des niveaux élevés d'abandon scolaire et l'inachèvement des études primaires sont aussi les indices d'une utilisation inefficace des ressources publiques et privées. Pour faire reculer l'abandon scolaire, il est essentiel de mieux comprendre les caractéristiques et les causes de ce phénomène, notamment par l'analyse des données d'enquêtes sur les ménages, afin de mieux concevoir tout un éventail de politiques et de stratégies permettant de traiter les vulnérabilités sous-jacentes.

Alphabétisation et développement des compétences des jeunes et des adultes

Éducation pour tous – Objectif 3

Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante

Éducation pour tous – Objectif 4

Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente

14. L'achèvement universel d'un enseignement primaire de bonne qualité est donc intimement lié aux progrès dans la réalisation de l'objectif 3 de l'éducation pour tous, concernant l'acquisition des connaissances ainsi que des compétences liées à la vie courante pour les jeunes et les adultes, et de l'objectif 4 qui vise à améliorer les niveaux d'alphabétisation des adultes d'ici à 2015. Le taux d'alphabétisme des adultes est passé de 68 % à 80 % dans le monde entre les périodes 1985-1994 et 2000-2007, les progrès les plus rapides ayant été observés en Asie du Sud et de l'Ouest et dans les États arabes. Toutefois, les disparités persistent entre régions et pays.

Tableau 4
Taux d'alphabétisme des jeunes (15 à 24 ans)

Région	1985-1994			2005-2008		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Homme	Femmes
États arabes	74	83	65	87	91	84
Europe centrale et orientale	98	99	98	99	99	98
Asie centrale	100	100	100	100	100	100

Région	1985-1994			2005-2008		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Homme	Femmes
Asie de l'Est et Pacifique	95	97	93	98	98	98
Asie de l'Est	95	97	93	98	99	98
Pacifique	92	93	90	91	91	92
Amérique latine et Caraïbes	92	92	92	97	97	97
Caraïbes	74	77	72	80	80	80
Amérique latine	92	92	93	98	97	98
Amérique du Nord et Europe occidentale	100	99	100	100	100	100
Asie du Sud et de l'Ouest	60	72	48	79	86	73
Afrique subsaharienne	65	72	58	71	76	66
Monde	83	88	79	89	92	86

Source : UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2011, fondé sur la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Note : Les données concernant les périodes 1985-1994 et 2005-2008 sont les plus récentes disponibles pour la période spécifiée.

15. Le niveau d'instruction des jeunes adultes est un élément stratégique à prendre en considération dans tout débat sur le développement. Une étude des évolutions durant les deux dernières décennies montre clairement des progrès importants dans la réduction de la proportion de jeunes analphabètes, en particulier dans l'Asie du Sud et de l'Ouest, ainsi que dans les États arabes, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne (voir tableau 4). En outre, des progrès importants peuvent être observés dans la réduction de l'écart entre filles et garçons pour ce qui est du taux d'alphabétisme des jeunes en Asie du Sud et de l'Ouest, en Afrique subsaharienne et dans les États arabes⁴. Malgré ces progrès, les données les plus récentes disponibles au niveau régional font apparaître des disparités persistantes dans certaines régions, et montrent notamment que plus d'un quart et d'un cinquième des jeunes gens, respectivement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, sont encore privés des savoirs de base. Des écarts importants entre les sexes au détriment des filles peuvent encore être observés dans ces régions.

16. Par comparaison avec l'attention accordée à l'enseignement primaire, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences dans le cadre de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels ont été relativement négligées dans la plupart des pays. Or, la notion générale de « besoins éducatifs de base » vise précisément les connaissances requises pour pouvoir vivre et travailler dans la dignité. Pour les employeurs, l'attention portée à l'acquisition de compétences par l'enseignement et la formation techniques et professionnels est souvent considérée comme essentielle pour la compétitivité économique. Les gouvernements et les organismes donateurs tendent à combiner les priorités économiques et sociales, en considérant que cet enseignement et cette formation contribuent au développement économique et sont un moyen de réduire la pauvreté et la marginalisation et de renforcer la cohésion sociale.

⁴ Une exception importante à ce schéma concerne la région caribéenne, où l'écart traditionnel entre les sexes s'élargit au détriment des jeunes hommes.

Égalité entre les sexes dans l'éducation

Éducation pour tous – Objectif 5

Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité

Objectifs du Millénaire pour le développement – Cible 3A

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

Parité entre les sexes dans l'enseignement primaire

17. Des progrès importants ont été accomplis dans la réduction des disparités entre les sexes dans l'éducation. La parité dans l'enseignement primaire existe déjà dans de nombreuses régions : Europe centrale et orientale, Asie centrale, Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord et Europe occidentale.

18. Les pays en développement, dans leur ensemble, se rapprochent aussi de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire (voir tableau 5), en particulier en Asie du Sud et de l'Ouest, en Afrique subsaharienne et dans les États arabes.

19. En dépit de ces avancées, les filles constituent encore la majorité des enfants non scolarisés.

Tableau 5
Parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire

Région	Enseignement primaire				Enseignement secondaire		Enseignement tertiaire	
	Taux net de scolarisation		Enfants non scolarisés		Taux brut de scolarisation		Taux brut de scolarisation	
	Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)		Pourcentage de filles		Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)		Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)	
	1999	2008	1999	2008	1999	2008	1999	2007
États arabes	0,90	0,94	58	58	0,88	0,92	0,74	1,05
Europe centrale et orientale	0,97	0,99	57	50	0,97	0,96	1,18	1,25
Asie centrale	0,99	0,98	52	55	0,99	0,98	0,93	1,10
Asie de l'Est et Pacifique	1,00	1,02	47	39	0,94	1,04	0,75	1,00
Asie de l'Est	1,00	1,02	47	38	0,94	1,04	0,73	0,99
Pacifique	0,98	0,97	54	52	1,00	0,96	1,24	1,31
Amérique latine et Caraïbes	1,00	0,99	46	51	1,07	1,08	1,12	1,19
Caraïbes	1,00	1,03	49	48	1,01	1,00	1,30	1,36

Région	Enseignement primaire				Enseignement secondaire		Enseignement tertiaire	
	Taux net de scolarisation		Enfants non scolarisés		Taux brut de scolarisation		Taux brut de scolarisation	
	Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)		Pourcentage de filles		Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)		Indice de parité entre les sexes (filles/garçons)	
	1999	2008	1999	2008	1999	2008	1999	2007
Amérique latine	1,00	0,99	45	52	1,07	1,08	1,12	1,19
Amérique du Nord et Europe occidentale	1,00	1,01	49	45	1,02	1,00	1,23	1,33
Asie du Sud et de l'Ouest	0,84	0,95	65	59	0,75	0,87	0,64	0,77
Afrique subsaharienne	0,88	0,95	54	54	0,82	0,79	0,67	0,66
Monde	0,94	0,98	57	53	0,91	0,96	0,96	1,08

Source : UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2011, fondé sur la base de données de l'Institut de statistique de l'Unesco.

Parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et tertiaire

20. La parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire a été réalisée dans plusieurs régions, dont l'Asie centrale, l'Asie de l'Est, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Ailleurs – en Asie du Sud et de l'Ouest et, dans une moindre mesure, dans les États arabes – l'écart entre les sexes s'est réduit.

21. Certaines régions ont cependant connu des reculs, notamment l'Afrique subsaharienne et le Pacifique. Dans l'ensemble, l'écart entre les sexes concernant la scolarisation dans le secondaire est surtout évident dans les trois régions (Afrique subsaharienne, Asie de l'Ouest et Asie du Sud) où le taux moyen de scolarisation est aussi le plus faible.

22. S'agissant de l'enseignement tertiaire, on a constaté de solides progrès (sauf en Afrique subsaharienne) et, dans certaines régions, des progrès remarquables. Les États arabes, l'Asie de l'Est et le Pacifique, ainsi que l'Asie du Sud et de l'Ouest, ont tous fait des avancées marquantes durant la dernière décennie. Dans certaines régions (Europe centrale et orientale, Caraïbes, Amérique du Nord, Pacifique et Europe occidentale) le nombre de filles inscrites dans l'enseignement supérieur dépasse de loin celui des garçons, une évolution qui pourrait en définitive susciter en soi quelques inquiétudes.

Formes et ampleur des inégalités et de la marginalisation dans le domaine de l'éducation

23. Mesurer la marginalisation dans le domaine de l'éducation est souvent difficile, la tâche étant compliquée par la rareté des données nationales permettant d'identifier les groupes les plus défavorisés. Il est regrettable que beaucoup de gouvernements aient manifesté peu d'intérêt pour améliorer ces données.

24. Néanmoins, une étude effectuée en 2010 par l'UNESCO dans 80 pays a conclu que la privation absolue d'éducation reste à des niveaux extraordinairement élevés, en dépit des progrès généralement réalisés dans le domaine de l'éducation au cours des 10 dernières années.

25. La situation est encore compliquée par le fait que les moyennes nationales masquent souvent des inégalités plus extrêmes liées à la pauvreté, à la langue et au sexe.

26. Lorsque la pauvreté se conjugue à des différences d'ordre linguistique et liées au sexe, il en résulte généralement un cocktail puissant d'exclusion sociale et de marginalisation éducative. Lorsque les principales disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation persistent, elles sont généralement aggravées par la situation traditionnelle de faiblesse des femmes et des filles dans de telles sociétés, où le harcèlement sexuel et la violence fondée sur le sexe sont largement tolérés.

27. Les pays touchés par un conflit, où vivent environ 40 % des enfants non scolarisés dans le monde, constituent un autre axe majeur d'exclusion en matière d'éducation, à l'instar de maladies fréquemment stigmatisées comme le VIH/sida.

28. Ainsi, les avancées majeures réalisées dans l'accès à l'éducation dans certains domaines ne doivent pas conduire à un excès d'optimisme sur d'autres fronts. Les gouvernements doivent faire beaucoup plus pour offrir davantage de possibilités à des groupes difficilement accessibles, comme les minorités ethniques, les ménages pauvres des taudis et bidonvilles et des zones rurales reculées, les personnes touchées par un conflit armé, et les enfants handicapés. Le succès passera par des stratégies soigneusement élaborées fondées sur une solide connaissance des facteurs locaux de marginalisation.

III. Qualité de l'éducation : améliorer les résultats d'apprentissage

Éducation pour tous – objectif 6

Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissages reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante

29. Jusqu'à une époque récente, le développement de l'éducation a été essentiellement axé sur l'accroissement du nombre d'enfants et de jeunes ayant accès à une éducation de base, les résultats éducatifs suscitant beaucoup moins d'attention. L'achèvement d'un cycle complet d'études primaires de médiocre qualité ne garantit pas l'acquisition des savoirs de base. Ainsi, une analyse de 21 pays d'Afrique subsaharienne a fait ressortir que les jeunes de 22 à 24 ans ayant été scolarisés pendant cinq ans avaient 40 % de chances d'être analphabètes. Par voie de conséquence, l'abandon scolaire dans le primaire et la qualité souvent médiocre de l'apprentissage à l'école primaire contribuent à l'analphabétisme parmi les jeunes adultes.

Écarts dans les acquis scolaires entre pays et à l'intérieur des pays

30. Au-delà des disparités dans l'accès et la participation à l'éducation, il existe d'importantes disparités dans la répartition des acquis scolaires entre pays. Il existe

aussi d'importantes inégalités dans les acquis scolaires à l'intérieur des pays, en particulier dans les pays à faible revenu où elles sont généralement beaucoup plus marquées.

31. Si les niveaux d'acquis scolaires peuvent s'élever avec l'accroissement des niveaux moyens de revenu, cette relation est loin d'être automatique. Une récente étude sur les améliorations de l'enseignement dans 20 pays a confirmé que les systèmes ayant des niveaux similaires de dépenses en matière d'éducation ont des niveaux très variables de résultats; une hausse des dépenses ne se traduit pas toujours par des niveaux plus élevés ou plus équitables des résultats scolaires. Une amélioration de la qualité de l'enseignement peut souvent être obtenue non par une hausse des financements mais par une importance plus grande accordée à l'efficacité et à la qualité.

Améliorer la pertinence de l'apprentissage

32. Il est fondamental d'améliorer la pertinence du contenu de l'apprentissage pour rendre l'éducation plus efficace. Améliorer la qualité de l'éducation, en particulier dans le secondaire, suppose dans une large mesure que les mécanismes d'enseignement et d'apprentissage soient rendus plus pertinents pour le monde du travail. Il faut pour cela intégrer l'expérience du travail dans le programme et les conditions d'examen, et promouvoir une collaboration entre les écoles et les établissements de formation professionnelle et technique qui dispensent une formation réelle, *in situ*, à des compétences professionnelles. Ainsi, un projet mis en œuvre par Save the Children en Colombie consiste à dispenser une formation agricole dans des fermes écoles et à y intégrer une formation touristique, les étudiants apprenant le métier de guide. Si l'amélioration des liens entre l'apprentissage théorique et professionnel est essentielle pour l'emploi, la création de revenus et la réduction de la pauvreté, le renforcement de la pertinence de l'apprentissage ne saurait être réduit à sa seule dimension économique. L'éducation, y compris l'enseignement et la formation techniques et professionnels, a un grand rôle à jouer pour produire des résultats dans le domaine du développement humain holistique. Dans les sociétés actuelles mondialisées, le développement durable requiert aussi des connaissances, des compétences et des valeurs spécifiques permettant de faire face à toute une série de problèmes contemporains concernant l'environnement (gestion durable des ressources naturelles, changements climatiques, risques de catastrophes naturelles) et nécessaires à une intégration sociale, civique et politique dans un monde de plus en plus interdépendant et changeant (respect de la vie, de la dignité humaine, de la diversité culturelle et des principes des droits de l'homme). Ces composantes de la citoyenneté mondiale sont indispensables pour renforcer la pertinence de l'éducation et son rôle de catalyseur dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Mécanismes d'enseignement et d'apprentissage

33. Il faut accorder davantage d'attention aux mécanismes d'enseignement-apprentissage par l'adoption d'approches axées sur les étudiants, la conception de programmes plus pertinents permettant d'acquérir les compétences indispensables à la vie et de faciliter l'entrée sur le marché du travail, et la fourniture de livres et de matériels pertinents et d'un prix abordable. Un enseignement dans la langue locale pendant les premières années de scolarité et une attention portée à des questions comme la prédisposition, le tempérament, l'influence des camarades et la

socialisation sont des approches à recommander. La mise en œuvre de méthodes axées sur l'apprenant continue de poser problème dans de nombreux contextes, car des classes surpeuplées, le manque de formation initiale suffisante des enseignants et l'absence de perspectives de développement professionnel compromettent sérieusement la capacité d'action des enseignants.

34. Fondée sur des modèles globaux, pluridimensionnels et adaptés aux conditions locales, l'initiative « École amie des enfants » du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a démontré que les écoles peuvent créer des milieux d'apprentissage centrés sur l'enfant, sûrs et sains. Les techniques informatiques, dans le cadre, notamment, des ressources éducatives libres (REL) et de l'apprentissage à distance, offrent plusieurs voies prometteuses pour améliorer la qualité et élargir l'accès à l'éducation. De plus, des programmes pédagogiques de qualité ne sont pas nécessairement onéreux, en particulier lorsqu'ils sont adaptés à un contexte et un objectif spécifiques. Il est possible d'utiliser des ressources localement disponibles et d'un prix abordable pour créer des matériels didactiques; et il est également possible de recourir à des experts locaux pour qu'ils enseignent et partagent leurs riches connaissances et expériences.

Le déficit d'enseignants

35. Les enseignants constituent la ressource la plus importante pour soutenir les progrès dans l'amélioration de la qualité de l'apprentissage. L'un des principaux défis pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de l'éducation pour tous, en particulier à l'égard des groupes marginalisés, est la pénurie aiguë d'enseignants qualifiés. Pour accélérer leurs progrès vers l'enseignement primaire universel, les pays devront faire des efforts considérables pour recruter et former des enseignants. De nombreux pays doivent faire face à un grave manque d'enseignants. En outre, les pays qui ont réussi à instituer l'enseignement primaire universel ont encore des difficultés pour recruter, former et retenir un nombre suffisant d'enseignants qualifiés du primaire. En 2008, près d'une centaine de pays, tant développés qu'en développement, devaient combler une plus ou moins grande pénurie d'enseignants pour pouvoir offrir une éducation de qualité à tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire pour l'année cible 2015. Au moins 1,9 million d'enseignants supplémentaires pourraient être nécessaires pour réaliser l'objectif 2 du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Vu la chute des effectifs qui devrait toucher un nombre d'enseignants estimé à 7,2 millions entre 2008 et 2015⁵, il faudrait recruter 9,1 millions d'enseignants dans le monde pour assurer la réalisation de l'objectif 2 d'ici à 2015. On estime que le nombre de nouveaux enseignants nécessaires dans la seule Afrique subsaharienne équivaut aux effectifs actuels d'enseignants dans la région. De plus, le VIH et le sida seraient responsables à hauteur de 77 % des pénuries d'enseignants dans les pays connaissant des taux élevés d'infection par le VIH.

Caractère inéquitable des modes de déploiement d'enseignants

36. Le manque d'enseignants qualifiés tient aussi aux modes de déploiement. C'est généralement dans les régions rurales que l'on trouve des rapports élèves par

⁵ La chute des effectifs d'enseignants s'explique par le fait que les enseignants prennent leur retraite, réorientent leur profession, passent d'un niveau d'enseignement à un autre ou quittent l'enseignement pour assumer des tâches administratives.

enseignant élevés, ainsi que dans les régions marquées par la pauvreté et la marginalisation. De plus, ces modes inéquitables de déploiement d'enseignants sont exacerbés par le nombre restreint d'enseignants qualifiés. Le manque de motivation des enseignants aggrave encore le problème, et la faiblesse de la rémunération entrave le recrutement de candidats prometteurs, forçant de nombreux enseignants à compléter leurs salaires par d'autres activités. Si l'absentéisme des enseignants est peut-être dû à la faiblesse de la rémunération, il est également lié à l'absence d'autres incitations et de perspectives de développement professionnel, en particulier dans les zones rurales. Le problème financier que posent l'accroissement des effectifs d'enseignants, leur formation et leur perfectionnement a conduit certains pays à recourir au recrutement d'enseignants moyennant de plus faibles niveaux de rémunération et moins d'avantages, ce qui peut compromettre la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

IV. Surmonter les obstacles à une éducation de base universelle

37. Lorsque les objectifs de l'enseignement sont alignés avec le droit à l'éducation, des mesures visant à rendre l'éducation plus abordable et accessible, des programmes de protection sociale plus complets et des milieux d'apprentissage plus inclusifs sont autant de contributions au progrès sous l'angle de l'accès à l'éducation, de l'équité dans l'éducation et de la qualité de l'éducation.

Rendre l'éducation plus abordable pour les ménages pauvres

38. Pour respecter leur obligation légale d'offrir un enseignement primaire gratuit pour tous, un certain nombre d'États ont réduit ou éliminé les coûts directs des études primaires en supprimant partiellement ou totalement les frais de scolarité. L'initiative pour la suppression des droits de scolarité, initialement lancée par l'UNICEF et la Banque mondiale, avait pour but d'appuyer les politiques visant à assurer l'accès à une éducation de base de qualité en supprimant ou en réduisant les obstacles financiers pour les parents et les ménages. L'initiative a accéléré les progrès vers l'achèvement universel des études primaires grâce à la suppression des droits de scolarité ou à des exonérations ciblées de droits, des allocations et des incitations pour les plus pauvres, ce qui s'est traduit par une élévation considérable des taux de scolarisation dans des pays comme le Burundi, le Kenya, le Timor-Leste et l'Ouganda. On a observé en particulier une hausse spectaculaire de la scolarisation parmi les enfants pauvres, exclus et vulnérables (filles, enfants vivant dans des régions rurales reculées, enfants travailleurs, enfants handicapés et enfants touchés par le VIH/sida et des conflits sociaux), dont les foyers sont les plus réactifs par rapport aux droits de scolarité. La suppression des droits de scolarité a une incidence directe sur l'équité et l'inclusion, en ce qu'elle vise les droits et les besoins spécifiques des enfants marginalisés, exclus et vulnérables.

39. La suppression totale des droits de scolarité n'est qu'une réponse partielle au problème de la pauvreté des ménages qui limite leur demande d'éducation. Il importe d'envisager des mesures complémentaires pour leur permettre de supporter le coût de substitution indirect de la scolarisation. Ces mesures peuvent consister à réduire le coût des uniformes, manuels et autres matériels, ainsi qu'à proposer des versements conditionnels et des allocations au niveau du secondaire. Ainsi, le Népal

a accéléré son programme d'allocations, le Viet Nam s'est doté d'un ensemble de mécanismes de soutien financier aux étudiants issus de minorités ethniques et le Mozambique a créé des bons à l'intention des orphelins et autres enfants vulnérables pour l'achat de vêtements et d'articles de papeterie. La Turquie a introduit un système de versements conditionnels en 2002 qui vise à permettre aux enfants de ménages pauvres de fréquenter régulièrement les établissements primaires et secondaires, tandis que l'Arménie, dans le cadre de son programme « des vivres pour l'éducation », a renforcé les incitations à la scolarisation et à l'assiduité des enfants par la fourniture de repas scolaires.

Rendre l'école plus accessible aux enfants et aux adolescents

40. L'accès matériel aux établissements scolaires et aux salles de classe reste un obstacle important pour réaliser les objectifs de l'éducation pour tous, en particulier pour les filles dans les régions rurales, les communautés isolées dans les régions les plus reculées et les populations migrantes. Il existe de nombreux exemples où des mesures tendant à réduire l'éloignement de l'école ou à adapter la scolarité aux conditions de vie particulières de communautés locales ont été couronnées de succès.

Encadré 1

Atteindre les laissés-pour-compte du Bangladesh grâce aux « écoles flottantes »

Le Bangladesh a progressé rapidement mais de façon inégale vers l'enseignement primaire universel. Les profondes inégalités qui séparaient les sexes dans l'enseignement primaire ont été éliminées, et les régions rurales rattrapent les zones urbaines à cet égard. Les progrès de la scolarisation chez les enfants vivant dans la grande pauvreté ont cependant été moins spectaculaires et leur marginalisation reste un obstacle sur la voie de l'enseignement primaire universel. Les initiatives lancées par les organisations non gouvernementales, touchant plus d'un million d'enfants laissés pour compte, sont pourtant la preuve éclatante que cette barrière peut être abattue.

Un exemple vient du réseau fluvial du Bangladesh. Les Bede, appelés aussi « gitans des fleuves », dont la population s'élève à 800 000 personnes, vivent sur des bateaux par groupes de 10 à 15 familles. Comptant parmi les plus pauvres du pays, les Bede voyagent sur de longues distances, ne sont pas sédentarisés et n'ont jamais bénéficié des droits de résidence exigés pour solliciter une place à l'école. Leur mobilité interdit à leurs enfants de fréquenter régulièrement l'école, si bien que les enseignants rechignent à les accueillir ou à leur fournir des manuels.

Depuis 2006, une organisation non gouvernementale, le Gram Bangla Unnayan Committee, leur offre des services éducatifs grâce à 21 « écoles flottantes » qui suivent la communauté bede. Les enseignants sont recrutés dans la communauté et bénéficient d'une formation de base. Les écoles flottantes dispensent une éducation de deux à trois ans, après quoi les enfants habitant chez des parents sédentaires peuvent postuler pour être admis dans un établissement primaire public.

41. Au Bangladesh, des organisations non gouvernementales ont lancé des initiatives pour rendre l'éducation plus accessible aux enfants qui restent privés de services éducatifs en raison de l'extrême pauvreté et/ou de la mobilité caractérisant le mode de vie de leurs communautés (voir encadré 1). Le programme de logement familial des étudiants lancé par la Fundación Pueblo en Bolivia a rendu l'éducation plus accessible aux jeunes gens issus de familles très pauvres vivant dans de petites communautés isolées des hauts plateaux andins. Grâce à un financement des districts municipaux, des centres éducatifs ont été ouverts dans des villages stratégiquement situés et associés à un réseau de logements familiaux, ce qui permet à des jeunes gens des communautés voisines de fréquenter régulièrement l'école et de prendre part à des séminaires de santé préventive durant la semaine, en revenant dans leur famille et leurs communautés à chaque fin de semaine. L'accessibilité aux établissements scolaires est également améliorée par l'installation de rampes d'accès peu onéreuses, de toilettes et de moyens de transport adaptés aux besoins des enfants handicapés, des solutions qui relèvent d'interventions des pouvoirs publics et de règles relatives à la conception des écoles.

Offrir une deuxième chance aux enfants et aux jeunes non scolarisés

42. Les programmes d'apprentissage accéléré sont une autre formule possible pour répondre aux besoins éducatifs des enfants et des jeunes qui n'ont jamais fréquenté l'école ou l'ont quittée avant d'avoir achevé un cycle complet d'études primaires, ou dont l'éducation a été interrompue par un déplacement à la suite d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle. Dans les régions défavorisées du nord du Ghana, par exemple, des programmes d'alphabétisation accélérée de la deuxième chance, conduits par des organisations non gouvernementales, ont permis à des enfants non scolarisés d'acquérir des compétences de base efficaces et, dans de nombreux cas, leur ont donné la possibilité de réintégrer le système scolaire formel (voir encadré 2).

Encadré 2

Lutter contre le dénuement éducatif dans le nord du Ghana

Le nord du Ghana souffre de carences éducatives particulièrement graves. Les taux de fréquentation scolaire y sont parmi les plus bas du pays et beaucoup d'enfants parviennent à l'âge adulte avec seulement quelques années de scolarité. Les parents citent l'éloignement des écoles, les coûts, la demande de main-d'œuvre saisonnière et, chez les filles, le mariage précoce, comme les principaux obstacles.

Un programme innovant piloté par des organisations non gouvernementales vise à donner une deuxième chance aux enfants non scolarisés du nord du Ghana. Le projet « L'école pour la vie » propose des cours d'alphabétisation intensifs d'une durée de neuf mois aux enfants âgés de 8 à 14 ans, afin de les préparer à réintégrer le cycle primaire. Le calendrier scolaire est aménagé en fonction des besoins saisonniers de main-d'œuvre enfantine. Les manuels sont gratuits et le port d'un uniforme n'est pas obligatoire, ce qui réduit le coût de la scolarité.

Le programme d'études de « L'école pour la vie » a été pensé pour que l'éducation ait un sens pour les familles rurales, qui reprochent aux écoles du système formel de ne pas respecter la dignité des enfants et de les dévaloriser. L'enseignement est assuré dans les langues locales par des facilitateurs recrutés sur place, bien souvent bénévoles, et qui sont formés en cours d'emploi.

Le projet « L'école pour la vie » est parvenu à des résultats impressionnants. Entre 1996 et 2007, le programme a accueilli quelque 85 000 élèves dans huit districts, sans disparité apparente entre garçons et filles. Une évaluation réalisée en 2007 a conclu que plus de 90 % des élèves avaient achevé le cursus, que 81 % avaient atteint le niveau de la troisième année en lecture, écriture et calcul, et que 65 % avaient intégré le système formel d'enseignement. Selon les données gouvernementales, les diplômés de « L'école pour la vie » entrés dans le système formel ont eu des résultats supérieurs à la moyenne en mathématiques et en anglais.

43. Dans les pays touchés par un conflit, où il y a une forte concentration d'enfants et de jeunes non scolarisés, un apprentissage accéléré permet aux étudiants les plus âgés d'achever leur cycle d'éducation de base en temps utile, en leur permettant d'acquérir les savoirs de base et les compétences nécessaires à la vie. Des exemples de tels programmes sont notamment les cours de rattrapage offerts par le Ministère soudanais de l'éducation aux étudiants du Darfour et le programme « Éducation complémentaire rapide pour les écoles primaires » destiné aux adolescents touchés par le conflit en Sierra Leone, proposé par le Ministère sierra-léonais de l'éducation et l'UNICEF (voir encadré 3).

Encadré 3

Programme d'éducation complémentaire rapide pour les écoles primaires en Sierra Leone

Après 11 années de guerre civile, beaucoup d'adolescents sierra-léonais restent déphasés, ayant été touchés par la guerre ou y ayant participé, sans avoir eu accès à une éducation élémentaire. On estime que plus de 400 000 enfants de 10 à 15 ans ont manqué une partie de leur scolarité ou ne sont jamais allés à l'école. Le taux de chômage des jeunes est actuellement de 70 %.

Un remarquable projet visant à remédier à cette situation est le programme « Éducation complémentaire rapide pour les écoles primaires », élaboré par l'UNICEF et le Ministère sierra-léonais de l'éducation. Ce programme permet aux enfants et aux adolescents privés de scolarité en raison de la guerre de rattraper en trois ans six années d'études primaires. Plus de 3 000 jeunes ont bénéficié du programme, qui s'attache par ailleurs strictement à renforcer la responsabilisation dans les prestations d'éducation et à assurer le développement professionnel des enseignants et des parties prenantes de l'éducation au niveau central et à celui des districts. Le programme forme des enseignants tout en leur confiant des tâches d'enseignement en classe.

44. L'acquisition de compétences dans le cadre de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels pour le monde du travail peut jouer un rôle important pour la réadaptation et l'intégration socioéconomique des anciens combattants.

Surmonter la pénurie de ressources pour les enseignants

45. Bien que le manque de ressources financières soit un obstacle de taille pour les efforts visant à améliorer la formation et les conditions de travail des enseignants dans les pays tant développés qu'en développement, il n'est pas insurmontable. Il existe des stratégies efficaces pour atténuer les effets potentiellement préjudiciables de la limitation des ressources sur la formation et les conditions de travail des enseignants. Avant tout, il est possible de mieux gérer les ressources disponibles. En effet, la médiocre gestion des ressources est peut-être un problème plus critique. En mettant l'accent sur des incitations non financières comme un appui professionnel adéquat, la promotion de démarches innovantes, de nouvelles compétences et motivations, l'allègement des charges bureaucratiques et l'institution de mesures de responsabilisation, il est possible d'améliorer la formation et les conditions de travail des enseignants, même dans des contextes de pénurie de ressources.

46. En outre, lorsqu'il est décentralisé, l'appui professionnel aux enseignants peut être rendu plus abordable, plus durable et mieux adapté au contexte, en particulier dans les régions reculées. Il s'est notamment avéré efficace de renforcer les moyens dont disposent les autorités décentralisées de l'éducation pour apporter un appui professionnel aux enseignants et de constituer des réseaux d'appui aux enseignants dont la conduite et la coordination sont assurées par des enseignants compétents et qui servent, entre autres, d'espaces de recherche et de partage d'expériences. En outre, l'attribution de diplômes aux enseignants qui participent à de tels services d'appui professionnel décentralisés peut être une incitation importante. Les technologies de l'information et de la communication peuvent servir à intensifier les programmes de formation des enseignants par un enseignement à distance qui, à l'instar de l'information des agriculteurs sur les marchés et les produits, peut être assuré par des cyberkiosques.

47. Il existe des mesures efficaces pour réduire les inégalités dans l'accès à l'éducation, la participation et les résultats. Ces mesures peuvent être diversement combinées pour rendre l'éducation plus abordable pour les communautés pauvres, plus accessible pour les apprenants les plus défavorisés, mieux adaptée aux situations et conditions locales, et plus équitable en termes de qualité de l'apprentissage. Certaines de ces mesures requièrent davantage de fonds publics, mais ce n'est pas le cas pour un grand nombre d'entre elles.

V. Mobiliser des ressources pour l'éducation

48. Les ressources internes – publiques et privées – sont les principales sources de financement de l'éducation, dont le budget occupe habituellement la deuxième place, par son montant, après celui de la défense. Au niveau mondial, le revenu national consacré aujourd'hui à l'éducation est légèrement supérieur à ce qu'il était il y a 10 ans, bien qu'il existe des différences considérables entre les pays. Les taux de croissance économique, les niveaux de recettes fiscales et les priorités politiques sont les principaux facteurs dont dépendent les dépenses d'éducation. L'allocation

de ressources suppose beaucoup de choix difficiles, qui sont rendus plus complexes par le fait que les « dividendes » de l'éducation apparaissent à long terme. Néanmoins, avant que des ressources puissent être attribuées, elles doivent être mobilisées, ce qui reste un défi majeur pour de nombreux pays qui tentent d'élargir l'accès à l'enseignement et d'en améliorer les résultats.

49. Les récentes crises financières et économiques mondiales ont rendu le problème encore plus difficile, en aggravant la situation déjà tendue des finances publiques et en assombrissant des perspectives déjà moroses. Parallèlement, la demande d'éducation des ménages semble avoir faibli dans certains pays en développement par suite de la chute des revenus et de la hausse des coûts de l'éducation. L'absentéisme, l'abandon scolaire et le travail des enfants y sont apparemment en hausse.

50. Même avant les crises récentes, et en dépit d'une tendance globale ascendante, le sous-investissement dans l'éducation dans les pays en développement était une préoccupation générale. Pour modifier la situation, il faudra accroître la part du budget réservée aux dépenses d'éducation, notamment : a) en favorisant des mesures de recouvrement des coûts (spécialement pour l'enseignement supérieur et les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels); b) en encourageant une plus grande participation du secteur privé; c) en gérant plus efficacement les ressources existantes; et d) en stimulant l'aide et d'autres ressources potentielles, comme les envois de fonds et la philanthropie. En outre, les décideurs politiques devraient s'employer avant tout à accroître le volume global des recettes publiques en renforçant l'efficacité de leur collecte et de leur calcul.

Aide étrangère à l'éducation

51. Après avoir progressivement augmenté de plus d'un tiers depuis 2002 et être restée stable en proportion de l'aide publique au développement, l'aide à l'éducation a stagné en 2008. Les trois principaux problèmes dans ce domaine sont l'étroitesse de la base des principaux donateurs, l'accent croissant mis sur l'enseignement supérieur, par opposition à l'éducation de base, et un déficit de financement grandissant.

52. Les réductions de l'aide à l'éducation de base ont été particulièrement sévères, compromettant les acquis. Le plus grave déficit de toutes les régions est observé en Afrique, où l'on estime qu'il faudrait 18 milliards de dollars par an pour répondre aux objectifs de développement de l'éducation d'ici à 2015. De plus, l'affectation de l'aide devrait être plus également répartie entre les pays.

Sources de financement traditionnelles et novatrices

53. Les réductions de l'aide ne doivent toutefois pas faire échouer les efforts d'éducation. Pratiquement partout, les ressources nationales consacrées aux dépenses d'éducation sont largement supérieures aux dépenses d'éducation financées grâce à l'aide. Des stratégies éprouvées comme l'amélioration de l'efficacité des dépenses d'éducation, la lutte contre la corruption et la réduction des dépenses dans d'autres domaines (dépenses militaires/de sécurité, par exemple) permettraient d'obtenir davantage de résultats avec les ressources existantes.

54. Le secteur privé et les fondations peuvent aussi apporter une contribution majeure. Le secteur privé peut contribuer à rendre plus visible le secteur de

l'éducation comme élément critique de la compétitivité économique, et il peut aider à identifier les besoins de compétences nouvelles, à développer des normes et à évaluer l'efficacité de programmes visant à répondre aux besoins du marché du travail. Aujourd'hui, le potentiel que représentent le secteur privé et les fondations pour mobiliser des fonds en faveur de l'éducation reste en grande partie sous-employé, par comparaison en particulier avec les succès importants obtenus dans le secteur de la santé⁶. La première estimation des contributions de sociétés privées à l'éducation dans les pays en développement laisse penser que les entreprises ayant leur siège aux États-Unis contribuent chaque année pour près d'un demi-milliard de dollars à l'éducation dans les pays en développement, alors que 7 milliards de dollars vont au secteur de la santé. En fait, les contributions des sociétés sont généralement de faible montant et réparties entre de nombreux projets à but non lucratif, avec des cycles d'approbation des aides financières à court terme de un à trois ans. De plus, la plupart des contributions d'entreprises ne font pas l'objet d'une coordination avec d'autres acteurs, y compris les gouvernements des pays en développement ou d'autres donateurs. Il faut recueillir davantage de données sur la manière dont les entreprises multinationales appuient l'éducation dans les pays en développement, et informer les donateurs pour accroître l'efficacité des fonds alloués par le secteur privé à l'éducation⁷.

55. En outre, diverses sources de financement novatrices, non traditionnelles, ont été suggérées pour améliorer les budgets nationaux. Ainsi, l'idée a été émise d'offrir des incitations administratives et autres pour attirer davantage le secteur informel (une importante composante de l'activité économique dans de nombreux pays en développement) dans l'économie formelle. D'autres propositions concernent une taxe sur les transactions financières pour financer l'éducation, des prélèvements sur les salaires des athlètes professionnels et des fonds de capital-risque pour l'éducation.

Initiative de mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous

56. Lancée en 2002 en vue d'accélérer les progrès en matière d'éducation, l'initiative de mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous a produit des résultats mitigés. Selon une étude, les progrès auraient été ralentis par des problèmes liés à la gouvernance, l'appui balbutiant des donateurs et un volume restreint de sommes débloquées, en particulier parmi les pays en proie à des conflits. Mais l'étude a aussi fait ressortir que l'impact positif de l'initiative s'était traduit par une meilleure coordination des politiques nationales en matière d'éducation et la création d'un « fonds catalytique » capable d'apporter un appui supplémentaire.

De meilleurs partenariats pour l'éducation

57. La mobilisation d'un financement pour l'éducation requiert un plus grand engagement dans tous les secteurs de la société, parmi toute une série de parties prenantes, depuis les parents, les enseignants et les administrations scolaires locales jusqu'aux décideurs politiques nationaux, investisseurs, organisations non gouvernementales, gouvernements donateurs et institutions internationales.

⁶ Marten et Witte, « "New" philanthropy and international development », *Alliance magazine*, septembre 2008.

⁷ Van Fleet, « A global education challenge: harnessing corporate philanthropy to educate the world's poor » (Washington, Brookings Institution, 2011).

58. Qu'il y ait ou non une crise, les flux de ressources internes continueront d'être l'ossature financière des dépenses d'éducation. De plus, grâce à la diffusion d'une saine politique macroéconomique (tendant à faire baisser les taux d'inflation et l'endettement), ces flux devraient être prévisibles, soutenus et en expansion, ce qui est décisif pour la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous.

Encadré 4 Réunions régionales

Quatre réunions régionales préparatoires ont été organisées en vue de l'examen ministériel annuel 2011 du Conseil économique et social, et ont rassemblé un large éventail de parties intéressées : gouvernements, société civile, organismes du système des Nations Unies et secteur privé. Si les problèmes éducatifs y ont été envisagés selon différentes perspectives locales et régionales, les objectifs relatifs à l'élargissement de l'accès et à l'amélioration de la qualité de l'éducation étaient communs à tous les participants.

C'est à Doha que s'est tenue la réunion régionale pour l'Asie de l'Ouest, le 9 décembre 2010, sur le thème « Les approches novatrices imaginées pour atteindre les femmes, les filles et les marginalisés dans la région arabe ». Les débats ont notamment porté sur les questions suivantes : a) l'amélioration des résultats éducatifs des groupes marginalisés, en particulier des femmes; b) l'inquiétude suscitée par les médiocres résultats éducatifs obtenus dans certains pays arabes malgré des niveaux relativement élevés de dépenses; et c) le lien entre l'éducation et les taux élevés de chômage des jeunes dans la région.

Chonburi, en Thaïlande, a accueilli le 24 mars 2011 la réunion régionale pour l'Asie et le Pacifique qui avait pour thème « L'éducation, élément fondamental pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement : perspectives et défis dans la région Asie-Pacifique ». Les débats ont notamment porté sur les questions suivantes : a) les vastes disparités interrégionales sous l'angle de l'accès et de la qualité; b) les facteurs sous-tendant les différences interrégionales dans les taux récents de progrès en matière d'éducation; et c) l'influence positive de l'éducation sur les autres indicateurs de développement.

La réunion régionale pour l'Afrique, ayant pour thème « Le droit à l'éducation pour tous en Afrique : renforcer la qualité et l'équité » s'est tenue à Lomé le 12 avril 2011. Les débats ont notamment porté sur les questions suivantes : a) le recours accru à des approches axées sur les droits pour améliorer les résultats éducatifs; b) les progrès déjà réalisés au niveau de la région en matière d'éducation; et c) les moyens d'intensifier les efforts pour réaliser les objectifs restants.

Une quatrième réunion régionale, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, se tiendra à Buenos Aires, en Argentine, les 12 et 13 mai 2011 et aura pour thème : « Principaux problèmes de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes : enseignants, qualité et équité ». Les débats porteront, entre autres, sur les questions suivantes : a) évaluation des progrès réalisés au niveau de la région dans la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous; b) mise en évidence des principaux obstacles à la poursuite des progrès; et c) étude de différentes stratégies pour surmonter ces obstacles.

VI. Perspectives et recommandations

Une approche intégrée et holistique du développement

59. Les objectifs du Millénaire pour le développement restent un moyen puissant de maintenir l'attention du monde sur les questions de développement. L'éducation constitue en soi un objectif important, et elle est en outre généralement considérée comme un catalyseur pour la réalisation de tous les autres objectifs de développement. Il est avéré que de meilleurs résultats éducatifs sont intrinsèquement liés aux efforts de réduction de la pauvreté à long terme, à l'amélioration de la santé et à la promotion d'un traitement plus équitable des deux sexes. En outre, le rôle important de l'éducation pour favoriser le passage à des modes de consommation et de production plus durables est désormais largement admis. Compte tenu des liens incontestables entre l'éducation et les autres objectifs de développement, ainsi que du rôle de catalyseur que peut jouer l'éducation, il convient de poursuivre les efforts nationaux de développement d'une manière intégrée et holistique. Il faut mettre l'éducation au centre de la conception et de la mise en œuvre de stratégies intégrées de développement et de l'accélération des efforts nationaux de développement.

Cohérence des politiques : aligner les mesures entre secteurs

60. L'amélioration de l'éducation dépend non seulement des politiques et mesures mises en œuvre par le secteur éducatif ou les autorités nationales de l'éducation, mais également de celles appliquées dans toute une série d'autres secteurs. Dès lors, la réalisation des objectifs internationaux de développement de l'éducation requiert un ensemble cohérent et complet de politiques mises en œuvre dans une vaste gamme de secteurs.

61. En raison de ces liens, il est nécessaire que les gouvernements alignent les mesures entre secteurs en vue d'assurer la cohérence globale des politiques sectorielles, de façon à maximiser les synergies et l'impact de l'éducation au sein d'interventions intégrées en matière de développement.

Renforcement de la coordination et de la coopération entre les institutions chefs de file de l'éducation pour tous

62. Les organismes des Nations Unies doivent s'employer à renforcer la cohérence de leurs programmes d'appui aux efforts nationaux de développement de l'éducation en adoptant une vision plus large de l'éducation. De même, ils doivent veiller à ce que leurs programmes en matière d'éducation soient cohérents entre eux, ainsi qu'avec les objectifs plus généraux de développement national.

63. Si des tentatives ont été faites pour préciser le rôle et les responsabilités des cinq organismes chefs de file du mouvement de l'éducation pour tous (PNUD, UNESCO, FNUAP, UNICEF et Banque mondiale), une amélioration soutenue est nécessaire dans ce domaine, s'agissant en particulier de renforcer la coopération au niveau des pays et de s'appuyer sur l'avantage relatif et la présence sur le terrain de chaque organisme. Cette nécessité est désormais reconnue par la direction des organismes, comme l'illustre la création récente

de l'équipe spéciale chargée d'envisager l'agenda de l'éducation pour tous au-delà de 2015.

64. Les cinq institutions chefs de file devraient jouer un rôle de direction plus actif en faveur de l'éducation pour tous et renforcer leur collaboration, notamment dans le cadre d'une interprétation commune de leurs rôles et responsabilités respectifs aux niveaux mondial, régional et national.

Aller au-delà de l'enseignement primaire universel : adopter une vision plus large de l'éducation pour le développement

65. Tandis que se poursuit l'agenda plus large de l'éducation pour tous, la communauté internationale doit aussi s'intéresser de plus près à la question de l'accès à l'enseignement secondaire et de l'entrée dans le monde du travail « décent ». Les faits montrent qu'un enseignement secondaire de qualité est un élément déterminant pour l'achèvement du cycle d'études primaires, parce que l'enseignement secondaire est associé à de plus grands avantages économiques que l'enseignement primaire. Il est important de promouvoir des initiatives de formation professionnelle et des types de formation informelle et à bas seuil, notamment pour les jeunes issus de groupes marginalisés. Si l'enseignement primaire et les autres éléments d'une éducation de base restent la priorité, la contribution directe de l'enseignement secondaire et de l'acquisition de compétences, en particulier pour les jeunes femmes, à la réalisation des autres objectifs du Millénaire pour le développement doit être reconnue et planifiée.

Accroissement des dépenses d'éducation

66. Pour maintenir leurs progrès vers un accès plus large et plus équitable à une éducation de base de meilleure qualité, les pays ayant des résultats éducatifs inférieurs à la moyenne devraient accroître leur investissement global dans l'éducation. La crise financière mondiale ne devrait pas servir de prétexte à une diminution des dépenses publiques consacrées au secteur de l'éducation. Il est désormais largement admis par la communauté internationale qu'un pays ne devrait pas consacrer moins de 6 % du revenu national à l'éducation et que 15 à 20 % du budget de l'État devraient être affectés à l'enseignement primaire.

67. Si le financement national reste la principale source de progrès dans la réalisation des objectifs de développement de l'éducation, le financement international reste un complément important, en particulier pour les pays à faible revenu. Il importe que les donateurs respectent les promesses faites en 2005, lorsqu'ils se sont engagés à porter l'ensemble de l'aide au développement de 80 milliards de dollars à 130 milliards de dollars en 2010. En outre, les donateurs devraient accorder plus de poids à l'enseignement, en particulier à l'éducation de base, dans le cadre de leur aide globale au développement.

Renforcement de l'efficacité par une responsabilisation et une transparence accrues

68. La seule hausse des dépenses d'éducation n'est pas suffisante; il est tout aussi important que les ressources disponibles soient utilisées plus efficacement et affectées plus équitablement. La situation dans les pays en développement montre qu'une forte volonté politique est un élément décisif de succès pour

améliorer le niveau d'instruction et la qualité et l'équité de l'enseignement, et qu'elle pourrait avoir plus d'importance, au moins dans certains contextes, que le montant des ressources financières consacrées à l'éducation. Il est nécessaire d'accroître la responsabilisation et la transparence dans la prestation des services d'éducation. L'amélioration de la responsabilisation et de la transparence par la mise en place des incitations appropriées peut favoriser un meilleur fonctionnement d'institutions essentielles, car cela peut contribuer à renforcer la participation des enseignants et des responsables locaux aux mécanismes de prise de décisions, améliorer l'affectation des ressources, mettre fin aux déperditions de ressources, garantir que les ressources parviennent aux écoles, et améliorer la gestion des ressources humaines.

Concentration sur l'équité par des politiques inclusives et des interventions ciblées

69. L'affectation de ressources publiques à l'éducation devrait servir à réduire les injustices, en particulier par des mesures positives en faveur des communautés défavorisées. Pour que l'élargissement des services éducatifs soit axé sur l'équité, il convient d'y ajouter des interventions ciblées pour atteindre les groupes marginalisés. Dans le cadre d'une approche fondée sur le principe d'équité, il peut être nécessaire d'aller au-delà de la fourniture d'un enseignement primaire gratuit en élargissant la couverture des mesures de protection sociale et des programmes d'allocations aux ménages dont le versement est subordonné à des conditions d'inscription et d'assiduité à l'école. Les gouvernements devraient mettre en œuvre des politiques inclusives et instituer des programmes visant à mieux atteindre les groupes cibles, en se fondant sur les informations concernant les populations marginalisées. Ces politiques devraient notamment consister dans la suppression des droits de scolarité, la réduction des frais indirects liés aux uniformes et manuels scolaires, des services éducatifs plus proches des communautés marginalisées, l'application de programmes d'apprentissage accéléré pour les enfants non scolarisés et les jeunes en situation difficile, et l'élargissement de l'accès aux services de protection et d'éducation de la petite enfance.

Renforcement des capacités pour rendre plus efficaces la planification stratégique et la mise en œuvre

70. Un moyen de renforcer l'engagement politique en faveur de l'éducation consiste à améliorer les capacités de planification stratégique et de mise en œuvre. Le renforcement des systèmes de gestion et d'information, la création d'indicateurs plus pertinents de l'éducation, l'amélioration de la collecte, de l'analyse et de l'application de données et le renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation permettent d'établir les bases d'une telle gestion stratégique de l'éducation et de la formation. L'amélioration des capacités nationales de planification stratégique conforterait aussi l'appropriation nationale de l'aide internationale à l'éducation et permettrait un meilleur alignement avec les priorités nationales de développement. Il existe un besoin critique de renforcer davantage les capacités nationales dans les domaines de la collecte de données, du suivi et de l'évaluation.

71. La planification des services d'éducation et de formation doit être axée plus spécifiquement que par le passé sur les particularités de groupes très

marginalisés qui rendent plus difficile la fourniture de ces services et limitent la capacité de ces groupes de tirer parti des moyens disponibles. En dépit des progrès accomplis dans de nombreux contextes, il existe trop peu de données ventilées disponibles, de telle sorte que les résultats d'apprentissage ne peuvent être suffisamment suivis. Il est essentiel d'utiliser les données d'enquêtes sur les ménages pour déterminer les tendances et les causes de l'abandon scolaire et pour concevoir des stratégies mieux ciblées en faveur des enfants et des jeunes les plus vulnérables.

Améliorer les conditions de travail et la formation des enseignants

72. Les enseignants constituent la ressource éducative la plus importante dans tous les pays et toutes les communautés. Il est donc essentiel d'améliorer leurs conditions de travail et leur formation. Il ressort de l'expérience dans le monde entier que, dans chaque contexte, il est possible de prendre des mesures pour améliorer les conditions de travail et la formation des enseignants. De telles mesures peuvent notamment consister à : établir un dialogue constructif avec les syndicats d'enseignants et les associations de parents et d'enseignants en vue d'améliorer les conditions de travail des enseignants et de mettre en œuvre leur code de conduite; améliorer la collecte de ressources par la fiscalité et affecter une partie de ces ressources à l'amélioration de la formation et des conditions de travail des enseignants; fixer des normes communes pour les collèges de formation des enseignants; constituer des organes indépendants associant des acteurs publics et privés et des membres de la société civile chargés d'assurer la qualité des institutions de formation des enseignants; nommer des dirigeants engagés et responsables à la tête des systèmes éducatifs et des collèges de formation des enseignants; recruter des enseignants au sein des communautés locales pour renforcer la motivation et réduire l'absentéisme; et alléger la charge des tâches administratives extérieures à l'enseignement comme les tâches de recensement, électorales et autres. Ces mesures permettraient aux enseignants de passer davantage de temps avec les élèves. Pour mettre en place une politique complète d'appui aux enseignants, il faudrait consacrer plus d'efforts à la formation, au perfectionnement et au maintien des effectifs des enseignants et à l'amélioration de leurs conditions de travail. Les enseignants qui sont régulièrement en contact avec des familles en situation d'exclusion et avec les parents d'enfants en difficulté devraient bénéficier d'une formation, d'une assistance et d'incitations spéciales. Ils devraient aussi être inclus dans l'élaboration des politiques d'éducation.

Améliorer la qualité et la pertinence de l'apprentissage

73. La pertinence des résultats d'apprentissage par rapport aux multiples aspects du développement social dans des contextes spécifiques est d'une importance considérable pour que les efforts entrepris améliorent la qualité de l'éducation. L'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'expérience des apprenants, à son tour, augmente la valeur de l'éducation aux yeux des apprenants, de leurs familles et de leurs communautés. L'élaboration de normes nationales de qualité applicables à différents stades de l'enseignement et à différents types de services éducatifs peut permettre d'améliorer l'apprentissage par une plus forte participation des parties prenantes au niveau local, une plus grande autonomie dans la gestion scolaire, et des modes

d'enseignement et d'apprentissage plus inclusifs adaptés aux besoins des apprenants et de leurs communautés dans leurs contextes propres. De plus, l'amélioration des partenariats entre l'école et le domicile pour favoriser l'apprentissage des enfants et des jeunes est grandement facilitée lorsqu'une transition est assurée entre le milieu familial et le milieu scolaire par l'utilisation de la langue maternelle comme support pédagogique, au moins au stade initial. L'instruction dispensée dans la langue maternelle améliore considérablement la pertinence immédiate de l'expérience éducative et facilite l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et des compétences de base.

74. Pendant trop longtemps, l'évaluation des résultats de l'apprentissage a été étroitement axée sur les compétences cognitives mesurables, par l'administration de tests à grande échelle de caractère national, régional et/ou international. Il convient de veiller à l'inclusion de valeurs et d'attitudes à la fois pertinentes sur le plan local et universelles dans l'évaluation des résultats de l'apprentissage. L'amélioration de la pertinence du processus pédagogique suppose aussi l'examen et le développement périodiques de programmes auxquels il convient d'affecter des crédits budgétaires spécifiques. La mise en œuvre de nouveaux contenus et de nouvelles méthodes requiert des mécanismes nationaux/régionaux de planification et de coordination des différents aspects de l'actualisation des programmes dans le cadre d'une approche systémique (conception des matériels didactiques, formation des enseignants avant l'emploi et en cours d'emploi, évaluation de l'apprentissage, recherche/évaluation et suivi).
